

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITÉET/CCM.5/L.145
15 mars 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU SECRETAIRE GENERAL DE LA JEUNESSE DEMOCRATIQUE DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)COPIEJEUNESSE DEMOCRATIQUE DU CAMEROUN
KAMERUN DEMOCRATIC YOUTH
Boîte Postale 97
Douala, New Bell
Bureau du Comité Exécutif
(Bureau of Executive Committee)

Maquis, 6 Mars 1956

Subject :
Protestation a/s
du refus d'audition
à la J.D.C.Monsieur le Président
Messieurs les Membres
de la XVII Session du Conseil de Tutelle
de l'ONU NEW YORK

A la suite du rejet, le 8 Février dernier de la demande d'audition présentée au Conseil de Tutelle par la Jeunesse Démocratique du Cameroun, nous avons l'honneur d'élever par cette lettre une protestation énergique contre cette décision.

En tenant compte des principes de la Charte de l'ONU, nous croyons savoir que ce refus n'est nullement justifié. En effet, conformément à l'esprit de la Charte et plus précisément de l'Accord de Tutelle, le droit de pétition a été formellement reconnu aux habitants des territoires sous tutelle. Ce droit ne comporte pas seulement la possibilité pour lesdits habitants d'envoyer à

l'ONU des pétitions écrites, mais d'obtenir des divers organes de l'ONU l'audience sollicitée, dans le but d'exposer oralement des doléances. Cette forme du droit de pétition ne comporte pas non plus aucune restriction et ne saurait être refusée à qui que ce soit, pour quelque raison que ce soit.

Le Conseil de Tutelle lui-même n'a pas invoqué la raison spécifique de sa décision, et l'on est en droit de dire, que la décision est motivée par le fait que la J.D.C. est généralement considérée comme une FILIALE de l'UPC, cette dernière étant portée comme "instigatrice des émeutes" tendant à "prendre le Gouvernement par la force". De là à établir l'IDENTITE entre l'UPC et la JDC, il n'y a qu'un pas, qui a été franchi.

Or, il s'agit d'un ARBITRAIRE inégalé, engendré par des considérations d'ordre politique, ce qui porte violemment atteinte à la Charte des Nations Unies. La JDC et l'UPC sont deux mouvements distincts, dont l'action est semblable dans le champ de la lutte anticolonialiste; mais de là à les confondre, de là à les condamner en bloc - en général, à les traiter de la même façon - en admettant même que le motif de la condamnation actuelle de l'UPC soit valable, on commet une grossière erreur que ne se doit pas de commettre un homme ou un organe capable d'un jugement objectif.

Nous regrettons donc que sciemment ou non le Conseil de Tutelle se soit laissé entraîner dans cette malheureuse voie et constatons que cette situation n'agrandit pas le prestige déjà mince dont jouit cet organisme auprès de la Jeunesse Kamerunaise.

Nous remercions les délégations de la Birmanie, du Guatemala, de l'Inde, de la Syrie et de l'Union Soviétique qui ont servi et notre cause et l'intégrité des principes de la Charte de l'ONU.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

POUR LE COMITE EXECUTIF SOUS MAQUIS
Le Secrétaire-Général

(s.) FOSSO François

Adresse :

FOSSO François
c/o PUTH Samuel
JOHN HOLT, Victoria
Cameroun sous administration britannique
